



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Action Départementale

*INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT*

Bureau des Installations Classées

N° 42549

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE
PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux ou ministériels réglementaires relatifs aux prescriptions imposées aux installations soumises à déclaration ;

Reconnait avoir reçu en date du 17 juin 2015 de Monsieur le Directeur Général de la S.A. SEVIA dont le siège social est situé ZI du Petit Parc, Rue des Fontenelles - Voie C à 78920 ECQUEVILLY – la déclaration prévue par l'article R.512-47 du Code de l'Environnement pour l'exploitation de l'installation située 5, route de Nouvoitou à VERN-SUR-SEICHE (35770) – aux lieu et place prévus aux plans joints au dossier.

Cet établissement est soumis à déclaration et classé sous les numéros mentionnés ci-dessous de la nomenclature des installations classées :

2714-2 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 Supérieure ou égale à 100 m³ et inférieure à 1 000 m³

2791-2 Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j

Le déclarant devra se conformer aux prescriptions réglementaires annexées au présent récépissé ainsi qu'à toutes autres prescriptions éventuellement applicables à son installation, notamment celles concernant l'urbanisme.

Rennes, le 18/06/2015

Pour le Préfet,
Le Directeur

Claude ERB

AVIS IMPORTANT

Conformément aux dispositions de l'article L 511.1 du code de l'environnement, le titulaire du présent récépissé est tenu de respecter les prescriptions ci-après :

1) les prescriptions du livre II du code du travail et du décret du 10 juillet 1913 modifié le 9 janvier 1934, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs seront observées ;

2) l'administration se réserve, en outre, la faculté de prescrire, ultérieurement, toutes les modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre, de ce chef, à aucun dédommagement ;

3) indépendamment des prescriptions édictées par l'administration préfectorale, les droits des tiers demeurent réservés ;

4) le titulaire du présent récépissé, son représentant ou locataire devra toujours être en possession de ce titre et le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés ;

5) le changement de propriétaire ou de représentant, la mise en location, le changement de locataire ne sauraient avoir d'effet à l'encontre des prescriptions édictées dans l'arrêté réglementaire qui demeureront applicables à tout exploitant de l'établissement, quelle que soit la forme du contrat qui le liera au titulaire du présent récépissé ;

Conformément à l'article R512-68 du code de l'environnement – partie réglementaire et légale – Livre V, le changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet d'Ille et Vilaine, dans le mois qui suivra la prise de possession :

6) le présent récépissé cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou cesse d'être exploité pendant plus de deux années consécutives. Un nouveau dossier de déclaration devra être produit ;

7) l'administration préfectorale doit être avisée immédiatement de toute modification apportée à l'établissement dans son aménagement ou dans son fonctionnement ainsi que de sa fermeture momentanée ou définitive ;

8) conformément aux dispositions de l'article R512-49 du code de l'environnement – partie réglementaire et légale – livre V, un exemplaire du présent récépissé est déposé aux archives de la mairie du lieu d'installation où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance sur place.
